

Lutte de classe

Faut-il se placer sur le même terrain que le capitalisme financier ?

Dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* du 14 août, D. Gluckstein écrit : « Cent cinquante milliards d'euros ! Tel est le montant des capitaux injectés en trois jours par la Banque centrale européenne (BCE) pour renflouer les « marchés » ! », cela ne nous dit pas comment, ce qui rend cette information illisible, en partie incompréhensible et inutilisable.

Les 325 milliards de dollars que les banques centrales européennes, japonaise, américaine et chinoise ont mis sur le marché ces derniers jours, sont-ils des cadeaux, des avances, des prêts destinés à couvrir l'insolvabilité ou le manque de trésorerie des différentes banques et institutions financières américaines principalement ? Il serait intéressant de le savoir.

Voici la réponse du directeur de la recherche d'Euler Hermes SFA : « Elle (la banque centrale) a ainsi permis aux agents d'emprunter des liquidités à un taux de 4 %, ce qui était une bonne mesure pragmatique ». Selon Wendell Perkins, directeur des investissements chez Johnson Asset Management : « La décision de Countrywide Financial, numéro un américain du crédit immobilier, de tirer la totalité d'une facilité de crédit de 11,5 milliards de dollars pour accroître sa liquidité est venu souligner les difficultés que le secteur éprouve toujours pour se refinancer. ». Par ailleurs souligne le premier intervenant : « Cette panique a obligé les banques centrales à intervenir massivement en apportant de l'argent frais aux différents acteurs financiers », afin qu'ils puissent faire face à leurs échéances.

Il s'agit donc de prêts consentis aux organismes financiers à un taux inférieur au principal taux directeur en vigueur aux États-Unis, 5,25% si je ne me trompe pas. On peut donc parler d'un cadeau des banques centrales à ces organismes à hauteur de 1,25% des crédits alloués.

S'agissant de la BCE, dans les deux éditoriaux précédents d'*Informations ouvrières*, Marc Gauquelin s'en était pris à l'indépendance de la BCE, à sa politique de l'euro fort et du crédit plus cher, pour un peu on aurait pu penser qu'ils avaient été écrits par Jean-Claude Mailly (FO), « Quant à la politique monétaire menée par la Banque centrale européenne, qui vient de relever ses taux d'intérêt, elle agit comme une douche froide et compromet toute reprise (...) il est plus que temps de réorienter fortement la politique économique suivie, tant au niveau national qu'européen » (Mailly le 15 novembre 2006). Mais ce qui nous intéresse ici est ailleurs.

Question : En tant que militant révolutionnaire, en quoi cela nous concerne-t-il que l'euro soit fort ou non, que le crédit soit plus ou moins cher, que la BCE soit indépendante ou non des États ? A l'entendre, nous aurions un moyen d'agir sur ces facteurs, sinon à quoi bon intervenir dans ce débat, non ? Les dirigeants du PT comme tous les réformistes entendent participer à cette discussion. Pourquoi pas ?

Mais posons-nous d'autres questions pour mieux comprendre la signification de cette initiative : qui décide de la politique économique adoptée dans ce pays ? A qui profite-t-elle exclusivement ? Réponses : le gouvernement et la classe des capitalistes. Les travailleurs n'ont absolument aucun pouvoir de décision en la matière. En intervenant dans cette discussion, le PT prétend implicitement le contraire, donc il se situe sur le même terrain que le gouvernement et la classe sociale dont il représente les intérêts. Autrement dit, les dirigeants du PT considèreraient avec une certaine satisfaction et soulagement, la diminution des taux d'intérêts, la baisse de l'euro face au dollar et la dépendance de la BCE par rapport aux différents États européens. Pourquoi pas. Question : à qui profiterait la baisse de l'euro et des taux d'intérêts ? Aux travailleurs ?

Voici la réponse de différents acteurs des marchés financiers qui défendent évidemment les intérêts de leurs commanditaires, les capitalistes.

Selon Nicolas Bouzou, économiste chez Asterès, « une nouvelle remontée des taux (d'intérêt du crédit) pourrait de la même manière déclencher une polémique. D'une part auprès des investisseurs

qui pourront accuser la BCE d'attiser la crise en resserrant le crédit à un moment où les marchés ont au contraire un besoin de liquidités. ». A une question du journaliste du Monde : « Compte tenu du contexte actuel, la Banque centrale européenne (BCE) doit-elle remonter ses taux d'intérêt en septembre prochain comme elle l'a laissé entendre ? », le directeur de la recherche d'Euler Hermes SFA a répondu : « Ce n'est pas le moment opportun. Augmenter d'un point les taux directeurs se traduit par une baisse de 0,4 point de croissance du produit intérieur brut (PIB), soit 0,1 point pour une hausse des taux d'un quart de point. Or, nous venons d'apprendre que la croissance dans la zone euro au deuxième trimestre (+0,3 %) était inférieure de moitié aux prévisions. Opter pour le statu quo, c'est-à-dire maintenir les taux directeurs à 4 %, serait donc plus raisonnable. ». Quant à Wendell Perkins, directeur des investissements chez Johnson Asset Management, il a expliqué « la suite logique du 'credit crunch', c'est un impact sur les dépenses de consommation », confirmant son inquiétude "nous sommes très inquiets pour le consommateur », autrement dit, la baisse des taux d'intérêts du crédit est favorable à la machine à produire capitaliste, rappelons que pour que les capitalistes réalisent leur plus-value, il faut en dernier ressort que les marchandises produites aient trouvé preneurs sur le marché.

Pour enfoncer le clou, dans une interview au journal *Le Monde* du 14.08, Augustin Landier, spécialiste de la finance et maître de conférence à la New York University, et coauteur de *Le Grand Méchant Marché*, chez Flammarion, à la question : « Les Banques centrales ont-elles mal joué leur rôle ? », il a répondu : « L'industrie financière, qui a exercé une pression très importante sur les Banques centrales pour obtenir une baisse des taux d'intérêt, leur reproche aujourd'hui d'être intervenues trop tard ». Inutile de commenter davantage, la baisse des taux d'intérêt était une revendication de « l'industrie financière », donc par la nôtre, désolé monsieur Gluckstein.

En résumé, la baisse de l'euro face au dollar favoriserait le capitalisme européen au détriment du capitalisme américain, libre au PT de prendre parti pour l'un contre l'autre, car interférer dans cette discussion revient uniquement à cela, par ailleurs, la baisse des taux d'intérêts aideraient les capitalistes à écouler leurs marchandises pour empocher leur plus-value plus rapidement et plus sûrement, ce qui est évidemment totalement étranger à nos préoccupations, notre position étant là aussi opposée à celle du PT. Au lieu de se réjouir de la crise qui frappe l'économie capitaliste et qui pourrait déboucher sur une crise sociale et politique à l'échelle mondiale, le PT cherche à lui apporter des remèdes en se situant sur le même terrain que ses représentants comme s'il voulait à tout prix éviter que cette crise ne s'amplifie. Qu'elle s'amplifie ne pourra qu'accélérer sa chute, telle est notre position.

On comprend parfaitement ici la signification des déclarations marxisantes des dirigeants du PT sur l'exigence d'en finir avec la propriété privée de moyens de production qui ont pour seule fonction de se faire passer pour les dignes héritiers du trotskysme au près des militants du courant qu'ils représentent au sein de leur parti, alors qu'ils le bafouent à travers leur ligne politique nationaliste de défense de la démocratie bourgeoise qui s'exprime une nouvelle fois ici.

Les dirigeants du PT se placent délibérément sur le terrain du réformisme en prétendant que la baisse de l'euro et des taux d'intérêts, tout comme l'indépendance de la politique économique du capitalisme français par rapport à la BCE ou Washington, seraient favorables aux travailleurs.

Si l'on veut véritablement aider le prolétariat et les classes moyennes à prendre conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, il faut leur dire au contraire qu'ils n'ont rien à attendre de l'État bourgeois, de ses institutions, des banques et du capitalisme français dont la survie est synonyme de précarité, de pauvreté et de souffrances sans nombre.

L'évolution de l'impérialisme stade suprême du capitalisme était-elle prévisible et inéluctable ? La part prépondérante du capitalisme financier dans l'économie capitaliste à l'échelle mondiale ne correspond-elle pas aux lois de fonctionnement du système économique capitaliste ? La crise actuelle ne montre-t-elle pas une nouvelle fois de que ce système économique est totalement incapable de résoudre les contradictions internes qu'il a engendrées qui conduisent l'humanité au chaos et à la barbarie ?

Prendre position en faveur de la baisse de l'euro et des taux d'intérêt à quoi cela mène-t-il ? Trotsky a répondu dans la préface à l'édition en langue africaine de la première édition en cette langue du *Manifeste du parti communiste : 90 Ans de Manifeste Communiste*.

« La thèse du Manifeste sur la tendance du capitalisme à abaisser le niveau de vie des ouvriers et même à les paupériser, a subi un feu violent. Les prêtres, les professeurs, les ministres, les journalistes, les théoriciens social-démocrates et les chefs syndicaux se sont élevés contre la théorie de la "paupérisation" progressive. Ils ont invariablement découvert le bien-être croissant des travailleurs en faisant passer l'aristocratie ouvrière pour le prolétariat ou en prenant une tendance temporaire pour une tendance générale. En même temps, l'évolution même du capitalisme le plus puissant, celui d'Amérique du Nord, a transformé des millions d'ouvriers en pauvres, entretenus aux frais de la charité étatique, municipale ou privée. »

Oui, la « paupérisation » progressive du prolétariat est bien toujours à l'ordre du jour du capitalisme mondial, alors au lieu de tenter d'y remédier par des remèdes tirés directement de l'idéologie réformiste et conformément aux intérêts de « l'industrie financière », il faut engager la lutte à mort pour en finir avec le capitalisme. Finalement Trotsky avait raison de dire : « La démocratie bourgeoise ne peut servir que la bourgeoisie. » (idem).

(source : *Le Monde*, *La Tribune* et Reuters 16.08)

Complément

Je vous propose un article intéressant du journal *La Tribune* paru le 13 août intitulé : *Subprime*.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la crise des subprime et des CDO sans jamais oser le demander

En décidant d'injecter des liquidités dans le système financier, les banques centrales fournissent un ballon d'oxygène aux banques qui dépendent de leur juridiction. Cependant, leur influence sur l'ensemble de la sphère financière est limitée. Il sera difficile de stopper la contagion à court terme. La taille de l'intervention des banques centrales la semaine dernière (325 milliards de dollars) et leurs déclarations substantielles ne seront peut-être pas suffisantes pour rassurer les marchés. Chaque crise financière apporte son lot de nouveauté et la grande innovation aujourd'hui est que les germes de la crise actuelle ne sont pas concentrés uniquement dans le bilan des banques mais dispersés dans divers cercles financiers.

Pour comprendre la situation, considérons "John and Mary", ménage américain typique qui a emprunté 150.000 dollars à trente ans en 1995 pour acheter un logement. "John and Mary", qui tous les deux travaillent et ont deux enfants, se sont adressés soit à une banque commerciale, soit à un institut de crédit, comme Countrywide Financial. Une fois accordé, leur emprunt a été regroupé avec d'autres crédits dans un véhicule ad hoc, ce dernier vendant à des investisseurs institutionnels des titres de créances hypothécaires. Cette titrisation a été effectuée avec l'aide d'une banque d'affaires (Goldman Sachs, Lehman Brothers, Bear Stearns...) qui a touché une commission pour ses efforts. De son côté, la banque qui a accordé l'emprunt à "John and Mary" assure tous les mois la perception des intérêts et l'amortissement du principal ; elle les reverse au véhicule de titrisation et perçoit, pour ce service, une commission.

Jusqu'à présent, tout va bien. Pour compenser d'éventuels défauts de paiement, le véhicule ad hoc a été surdimensionné. Il possède une notation attribué par les organismes classiques : Moody's, Standard and Poor's ou Fitch. Cependant, sa notation globale est le reflet de la moyenne de la notation de chaque crédit accordé. Or, pour séduire divers types d'investisseurs, les banques d'affaires ont inventé le CDO, pour Collateralized Debt Obligation. Il s'agit de prendre le même portefeuille d'emprunts noté globalement BB et de lui assigner 4 tranches de risque.

La première tranche, qui représente 3% du portefeuille, doit en supporter les premières pertes éventuelles. Appelée curieusement "Equity", elle n'est pas notée par les agences de rating. La seconde tranche ("mezzanine") représente 7% de l'encours et possède un rating BBB. Viennent ensuite la tranche "senior" (20%), qui affiche un rating AA, et la tranche "super-senior" (70%) qui est notée AAA, le top du top.

Superbe invention, le CDO a permis aux banques et aux organismes de crédit de distribuer des emprunts à d'autres catégories de ménages : "Tom and Nancy", qui ont du mal chaque mois à joindre les deux bouts, et "Mike and Nina", qui ont entre trente et quarante ans et qui sont convaincus que l'on peut faire fortune dans l'immobilier.

"Tom and Nancy" ne possèdent pas les qualités requises pour obtenir un emprunt mais qu'importe. Les banques ou les organismes de crédit les ont classés dans la catégorie des "subprime", un peu le lumpenprolétariat des emprunteurs. Mais cela n'est pas grave car avec la magie des CDO, on peut transformer des emprunts risqués en obligations AAA de première catégorie. "Tom and Nancy" ont pu emprunter 120.000 dollars en 2003 pour acheter une petite maison de trois pièces.

"Mike and Nina", les spéculateurs, ne possèdent pas, eux non plus, les qualités requises pour obtenir un crédit mais ils sont ambitieux et la première maison qu'ils ont achetée en 2001 pour 200.000 dollars a gagné 50% en moins de deux ans. Grâce à cette appréciation, ils ont pu emprunter d'autres fonds pour acheter une seconde maison, puis une troisième. Leur banque, qui les connaît bien et apprécie leur dynamisme, leur a proposé un prêt intéressant, un "teaser rate". Au début, "Mike and Nina" ne paient que les intérêts de l'emprunt pendant une période de deux à trois ans et repoussent à plus tard l'amortissement du principal. Et s'ils ne peuvent pas payer les intérêts, ce n'est pas grave : l'encours du prêt sera automatiquement augmenté des sommes dues.

Enfin, pour que le portrait des emprunteurs soit complet, il faut mentionner "Luke and Juliet", les voisins de "John and Mary" (même tranche de revenus, même situation socioprofessionnelle, même type de maison et même emprunt de 150.000 dollars). "Luke and Juliet" ont saisi l'opportunité de l'augmentation de la valeur de leur maison pour demander un "secondary mortgage", un second emprunt hypothécaire de 120.000 dollars (2004). Ils l'ont utilisé pour acheter une nouvelle voiture, effectuer des travaux d'embellissement dans leur maison et acheter un "time-sharing" à Hawaï pour passer des vacances.

Voilà donc quatre ménages américains typiques, "John and Mary", "Tom and Nancy", "Mike and Nina" et "Luke and Juliet" qui ont emprunté de l'argent pour acquérir de l'immobilier ou autre chose (voiture, travaux, consommation, etc.). Le droit économique de leur emprunt a été finalement repackagé en CDO et distribué à divers investisseurs institutionnels.

Quelle est leur situation en août 2007 ?

"John and Mary" avaient emprunté à taux fixe en 1995. Ils ont pu rembourser par anticipation leur premier emprunt pour en contracter un autre avec un taux d'intérêt moins important. Il leur reste 75.000 dollars à régler.

"Tom and Nancy" sont dans la panade. Les deux survivent à l'aide de petits jobs mais ils n'ont pas pu honorer leur dette et la banque a saisi leur maison et les a expulsés.

"Mike and Nina" ont perdu le sommeil. Ils pensaient faire fortune dans l'immobilier mais la brusque chute de la valeur de leur actif ne leur permet plus de spéculer. Ils possèdent trois maisons qui peuvent valoir 500.000 dollars s'ils réussissent à les vendre mais le marché est difficile. Leur endettement totalise 750.000 dollars. Leur banquier, qui était tout miel et sirop l'année dernière, les menace de faillite.

"Luke and Juliet" ont consolidé leurs deux emprunts dans un seul mais ils doivent 185.000 dollars à la banque. Heureusement, leur logement vaut entre 250.000 et 300.000 dollars et ils ont chacun un bon job.

Sur les quatre ménages, deux sont en difficulté et cela s'est répercuté sur la valeur des CDO correspondant à leurs emprunts. Et malheureusement, le mécanisme de tranches de risque qui

devaient protéger les investisseurs institutionnels les moins friands de risque n'a pas fonctionné. La valeur du papier qui était noté l'équivalent de AAA par les organismes de crédit a fortement diminué et elle a affecté par contagion les CDO de première catégorie, correspondant aux ménages sérieux ("John and Mary" et "Luke and Juliet").

Cette valeur est difficile à évaluer, comme l'indique si bien le communiqué de BNP Paribas concernant ses trois fonds : "La disparition de toute transaction sur certains segments du marché de la titrisation aux Etats-Unis conduit à une absence de prix de référence et à une illiquidité quasi-totale des actifs figurant dans les portefeuilles des fonds quelles que soient leur qualité ou leur rating. Cette situation ne permet plus d'établir une juste valorisation des actifs sous-jacents et donc de calculer une valeur liquidative" pour les trois fonds".

Pour simplifier, disons que BNP Paribas ne peut pas évaluer la valeur de liquidative de ses trois fonds mais cela ne veut pas dire que les actifs de ces fonds ne sont pas de bonne qualité. BNP Paribas, comme d'autres acteurs de la gestion, est victime de la panique et de la contagion actuelles.

L'intervention des banques centrales va-t-elle arranger la situation ?

Peut-être à la marge pour les banques qui portent des CDO dans leur bilan, surtout les grandes maisons de titres américaines mais les fonds, ou les compagnies d'assurances, qui ont investi dans les CDO subprime devront supporter des pertes.

Les dommages collatéraux se font déjà sentir. 1/ la contagion s'est propagé à d'autres types de crédit (LBO notamment). 2/ il est plus difficile pour des emprunteurs de première catégorie de se financer sur les marchés du crédit (le coût du risque a vivement augmenté). 3/ le flot de nouveaux deals a diminué. Voilà qui augure mal de l'allure boursière des titres financiers à court terme.

Cependant, toute crise financière apporte son lot de bonnes affaires à ceux qui ont su conserver la tête froide, mais il est peut-être un peu trop tôt pour faire les soldes. Peter Lynch, le célèbre ancien gérant de Fidelity, avait coutume de dire qu'il ne faut jamais essayer d'attraper au vol un couteau qui tombe. Il faut attendre que la lame soit stabilisée au sol pour ne pas se couper. Aujourd'hui, la crise des subprime n'a pas atteint son niveau plancher.

Pascal Boulard